Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article834

Tontons macoutes : La France, Duvalier & la dette haÃ¯tienne

- Dossier spÃ©cial LKP - Pa mannyÃ© Domota ! -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 29 mars 2009

Mis Ã jour le : lundi 30 mars 2009

Creative Commons by-nc-nd 2.0 - UGTG.org - Ibuka

DÃ©jÃ en 1825...

Un efficace cordon sanitaire allait, dÃ¨s 1804, encercler littÃ©ralement la Â« premiÃ¨re rÃ©publique noire des temps modernes Â », et encourager ainsi les candidats autochtones au despotisme Ã se rabattre sur des formes de domination qui avaient fait leurs preuves au temps de la colonisation.

NapolÃ©on Bonaparte, proclamÃ© empereur Ã la fin de la mÃªme annÃ©e 1804, fut le principal artisan de la mise en quarantaine dâEuros"un fait national noir quâEuros"il tenait pour une mauvaise plaisanterie que lâEuros"histoire jetait Ã la face de son Ã©toile. AprÃ¨s lâEuros"effondrement de lâEuros"empire napolÃ©onien, les puissances rÃ©unies au CongrÃ¨s de Vienne eurent la mÃªme opinion de lâEuros"indÃ©pendance des esclaves de Saint-Domingue. Leur Sainte Alliance Ã©tait raciste, oppressive, dÃ©cidÃ©e, Ã la premiÃ¨re occasion, Ã cautionner une reconquÃªte de lâEuros"Ã®le par le puissant lobby colonial omniprÃ©sent dans les coulisses des temps de la Restauration.

DâEuros"oÃ¹ la tentation des dirigeants de la jeune nation de nÃ©gocier, aprÃ¨s coup, une indÃ©pendance dÃ©jÃ conquise hÃ©roÃ¯quement, sur les champs de bataille, Ã la suite des brillantes campagnes militaires conduites par les forces noires de libÃ©ration.

Un tonton macoute exhibant sa machette. Des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, ont été victimesde ces sbires. Décapités, découpés en morceaux !

DâEuros"oÃ¹ pour sortir du ghetto international, en 1825, la dÃ©cision dâEuros"indemniser, Ã la hauteur de 150 millions de francs or, les colons qui avaient perdu tous leurs biens dans une tourmente qui avait durÃ© douze ans, de 1791 Ã 1804.

150 ans aprÃ¨s...

Les tontons macoutes sont les sbires de FranÃ§ois Duvalier, qui se faisait appeler âEuros Papa DocâEuros (il Ã©tait mÃ©decin de formation), dictateur de HaÃ¯ti âEuros" prÃ©cisÃ©ment prÃ©sident, puis prÃ©sident âEurosoeÃ vieâEuros âEuros" de 1957 jusquâEuros"Ã sa mort, en 1971. Les macoutes assassinaient systÃ©matiquement, souvent Ã coups de machette, tout ce qui ressemblait Ã un opposant.

Dans les annÃ©es soixante, Papa Doc et ses macoutes furent lâEuros"archÃ©type de la dictature sanguinaire, grotesque et

pro-occidentale.

Le 7 fÃ©vrier 1986, Jean-Claude Duvalier, qui doit fuir HaÃ¯ti, s'exile en France avec sa famille. Il y est accueilli avec quelques un de ses chefs macoutes et protÃ©gÃ© sans Ãªtre inquiÃ©tÃ© le moins du monde...

FrÃ©dÃ©ric "Tonton" Lefebvre n'est donc que le dernier petit idiot au service d'une famille UMP, pourtant dÃ©jÃ bien richement fournie, par ailleurs...

[{JPEG}]**Le rÃ´le de la France pour la rÃ©paration du prÃ©judice subi par le peuple haÃ¯tien**

DÃ¨s la fuite de Jean-Claude Duvalier vers la France en 1986, des procÃ©dures judiciaires sont Ã©galement dÃ©clenchÃ©es aux Etats-Unis, en Royaume Uni et en France mais sans succÃ¨s.

Dans le cas de la France, le ministÃ¨re de la justice reÃ§oit en 1986 une **demande dâEuros"entraide judiciaire pour rÃ©cupÃ©rer 120 millions de dollars.** Une action en justice est donc engagÃ©e au nom de la RÃ©publique dâEuros"HaÃ¯ti.

Dans son **arrÃªt du 25 avril 1988**, la **Cour dâEuros"appel dâEuros"Aix en Provence** se dÃ©clare compÃ©tente pour statuer sur lâEuros"affaire. Mais la famille Duvalier se pourvoit en cassation et obtient que lâEuros"arrÃªt soit cassÃ© sans Ãªtre renvoyÃ©, au motif que le code pÃ©nal franÃ§ais interdit toutes poursuites pÃ©nales ou civiles contre un chef dâEuros"Etat Ã©tranger devant un tribunal franÃ§ais pour des actes commis hors de France.

AujourdâEuros"hui, la situation juridique nâEuros"est plus la mÃªme quâEuros"en 1988 car la France est dÃ©sormais partie Ã toutes les conventions rÃ©gionales et internationales de lutte contre la corruption et le blanchiment. La derniÃ¨re en date et la plus importante est la **Convention des Nations-Unies contre la corruption de 2003 ratifiÃ©e par la France le 5 juillet 2005.**

En effet, lâEuros"article 51 de cet instrument Ã©rige en principe fondamental du droit international la restitution des biens mal acquis et des avoirs illicites aux victimes. **Soulignons Ã©galement que Duvalier est un Â« sans-papier de luxe Â » en France puisquâEuros"il nâEuros"a pas rÃ©pondu Ã la convocation dans le cadre dâEuros"une citation directe pour sÃ©jour irrÃ©gulier en 1999.**

Une action judiciaire devrait donc Ãªtre dÃ©clenchÃ©e en France pour Ã la fois questionner les autoritÃ©s politiques sur la protection quâEuros"ils accordent Ã lâEuros"ancien dictateur et mettre en lumiÃ¨re ses avoirs illicites et autres biens mal acquis dans lâEuros"Hexagone.

Rappelons quâEuros"une enquÃªte judiciaire a Ã©tÃ© ouverte le 18 juin 2007 contre les dictateurs africains Sassou NâEuros"Guesso et Omar Bongo suite Ã une plainte dÃ©posÃ©e par lâEuros"association de juristes Sherpa, la FÃ©dÃ©ration des Congolais de la diaspora et lâEuros"association Survie pour recel et dÃ©tournement de biens publics. **Duvalier a lui aussi possÃ©dÃ© de luxueuses propriÃ©tÃ©s en France : le chÃ¢teau de ThÃ©mÃ©ricourt (Val dâEuros"Oise), un appartement au 56 avenue Foch Ã Paris, deux appartements Ã Neuilly, un 240mÂ² dans le 16Ã¨me Ã Paris (appartenant Ã la veuve du Papa Doc)**.

On peut donc penser quâEuros"une plainte contre Duvalier dÃ©posÃ©e par une association dâEuros"HaÃ¯tiens

enregistrÃ©e en France et qui reprendrait le mÃªme fondement juridique aurait de grandes chances dâEuros"Ãªtre dÃ©clarÃ©e recevable par les juges franÃ§ais. Mais pour identifier lâEuros"argent public dÃ©tournÃ© et placÃ©e en France, il est essentiel de rÃ©aliser un audit de la dette haÃ¯tienne.

Les millions de dollars dÃ©tournÃ©s par la famille Duvalier constituent une grosse partie de la dette extÃ©rieure dâEuros"HaÃ¯ti qui sâEuros"Ã©lÃ¨ve, aujourdâEuros"hui, Ã 1,4 milliard de dollars. A la chute de BÃ©bÃ© Doc en 1986, **la dette externe du pays Ã©tait Ã©valuÃ©e Ã 800 millions de dollars, soit Ã peu prÃ¨s lâEuros"Ã©quivalent de la fortune du clan Duvalier.**

Le lien entre le butin de Duvalier placÃ© Ã lâEuros"Ã©tranger et la dette est donc Ã©vident. Pourtant, alors quâEuros"HaÃ¯ti figure parmi les pays les plus pauvres de la planÃ¨te (80% de la population vit en dessous du seuil de pauvretÃ©), le remboursement de la dette extÃ©rieure, essentiellement multilatÃ©rale, constitue la prioritÃ© pour les crÃ©anciers. En effet, le gouvernement haÃ¯tien a payÃ© Ã la Banque mondiale des arriÃ©rÃ©s de 52,6 millions de dollars en janvier 2005. **Le service de la dette (sommes des montants des intÃ©rÃªts et du capital empruntÃ©) a, quant Ã lui, doublÃ© entre 1996 et 2003. Au cours des derniÃ¨res annÃ©es, il a reprÃ©sentÃ© le double du budget de la santÃ© publique.**

Les mouvements sociaux haÃ¯tiens devraient se saisir de lâEuros"audit de la dette pour exiger la rÃ©pudiation des dettes odieuses hÃ©ritÃ©es de la dictature et Ã©tablir les responsabilitÃ©s des crÃ©anciers. Selon cette doctrine de la dette odieuse, Â« *Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intÃ©rÃªts de lâEuros"Etat, mais pour fortifier son rÃ©gime despotique, pour rÃ©primer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de lâEuros"Etat entier. Cette dette nâEuros"est pas obligatoire pour la nation ; câEuros"est une dette de rÃ©gime, une dette personnelle du pouvoir qui lâEuros"a contractÃ©e, par consÃ©quent elle tombe avec la chute de ce pouvoir.*Â »

Source : CADTM